

p.B.51.14.21.20.Ec. - CD/fi

Berne, le 17 décembre 1962

p. B. 15. 50. (0) ✓

Notice pour Monsieur l'Ambassadeur M i c h e l i

Invitation en Suisse
du Ministre de la défense
et du Chef de l'Etat-Major
général de l'Equateur.

M. W ü s c h e r de SIG à Schaffhouse m'appelle cet après-midi par téléphone et me déclare ce qui suit : il reçoit des délégués de sa maison à Quito 2 télégrammes dans lesquels ils demandent instamment que le Conseil fédéral invite officiellement le Ministre de la défense et le Chef de l'Etat-Major général équatoriens à venir en Suisse; les 2 télégrammes précisent que M. Brunner, notre Chargé d'affaires a.i. à Quito, recommande ce projet.

M. Wüscher me demande si nous avons été saisis de la question et, dans l'affirmative, ce que nous en pensons. Je lui réponds que M. Brunner nous a renseignés il y a 2 ou 3 semaines sur une visite éventuelle de ces 2 personnalités en Europe (Allemagne et Belgique) mais qu'il ne nous a jamais soumis une proposition tendant à les inviter officiellement en Suisse. M. Wüscher précise alors que SIG s'efforce d'obtenir une commande de fusils d'assaut de l'Equateur et serait par conséquent très intéressé à ce que ces Messieurs soient reçus officiellement chez nous. Il me demande si nous verrions une objection quelconque à cette exportation.

Je lui réponds que nous devrions examiner la question, en raison du conflit latent avec le Pérou. Je lui dis que je soumettrai la question à mes chefs et que je le rappellerai dans quelques jours.

Notre Chargé d'affaires à Quito, par lettre du 23 novembre, nous a dit :

1. Ces 2 personnalités équatoriennes se sont "fait inviter" en Allemagne.
2. Le Gouvernement allemand hésite à livrer les armes demandées, le Gouvernement péruvien ayant, dans le passé, protesté à Bonn en ce qui concerne une question semblable.

Il existe évidemment un conflit latent entre le Pérou et l'Equateur que, tour à tour, les autorités de ces 2 pays exploitent pour diverses raisons, généralement d'ordre interne. Actuellement, la situation est calme.



- 2 -

La politique nord-américaine est, dans ses grandes lignes, d'éviter de contribuer à un armement démesuré des pays latino-américains, surtout de ceux dont les finances sont mauvaises, ce qui est le cas de l'Equateur.

A notre avis, une invitation officielle au Ministre de la défense et au Chef de l'Etat-Major ne se justifie pas; peut-être pourrions-nous, avant de prendre une décision, consulter notre Chargé d'affaires à Quito, via Bogota.

De toute manière il nous semble que cette question est de la compétence du Département militaire.

P. C. Crénaud

P. Cr.

P.S. Le Colonel Rüber partage entièrement notre avis; il ne voit pas l'utilité d'une invitation officielle de la part des autorités fédérales. Dans ces conditions, m'autorisez-vous à répondre par téléphone à M. Wüscher dans le sens de ce qui précède; je pense que nous pouvons même renoncer à consulter notre Chargé d'affaires à Quito.

Cr.

Mr. Probst ^{br. ed.} Québec

Principe général : nous n'invitons
 jamais de ministre de la défense
 ou de chef d'état-major général.
 Ce principe a été récemment confirmé
 lorsqu'il a été permis d'inviter le
 chef d'état-major général islandais.

En revanche nous ne refusons
 pas de recevoir ceux qui
 expriment le désir de venir (il
 y a plusieurs précédents)

Il faudrait répondre dans
 ce sens, d'ailleurs sur le

D^r militaire. Une partie de
 ce genre n'est pas la compétence
 exclusive de ce dernier en
 cours de son aspect politique.

Elle doit être traitée ensemble
~~avec~~ ^{par} les deux départements.

18.12.

Micheli

Maintenant également concordant
 avec le protocole pour le côté
 journal de la question.

P.

Ai informé M. Wüscher de l'avis de notre altitude
 selon les instructions de M. Micheli, le col. Räder
 est d'accord; j'ai mis Welkerwald au
 courant.

Wüscher
 20.12.62